

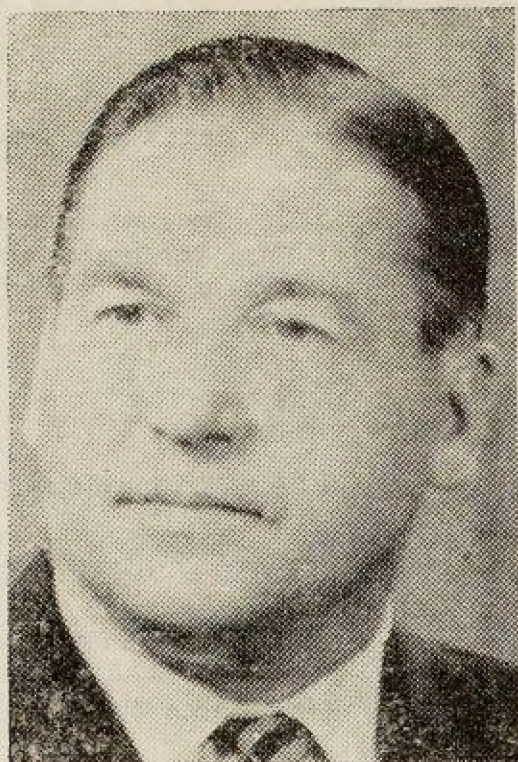
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

3^me CIRCONSCRIPTION DE LA SOMME

Élections Législatives

du 18 Novembre 1962

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



Michel COUILLET

CONSEILLER GÉNÉRAL
Cheminot

Membre du Comité Central du P. C. F.
Adjoint au maire de Longueau



René JACOB

MAIRE D'ÉRONDELLE
Petit exploitant agricole
Membre du Comité Fédéral

Électrices, Électeurs,

Le 18 Novembre, vous allez élire votre député à l'Assemblée Nationale. Ce sera pour vous l'occasion d'exprimer votre opinion sur la politique du pouvoir personnel.

Les résultats du référendum, où De GAULLE a perdu 5 millions de suffrages, portent un coup sérieux au pouvoir personnel.

Dans notre département, les « OUI » ont perdu plus de 38.000 voix, alors que les « NON » en gagnaient 26.000. C'est là le premier résultat de la convergence des forces démocratiques.

Le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, qui ne porte « aucune responsabilité » dans l'avènement du pouvoir personnel qu'il a toujours combattu, est l'ÉLÉMENT ESSENTIEL, et le plus SOLIDE de l'opposition renforcée au pouvoir personnel.

En votant pour ses candidats :

Michel COUILLET et René JACOB

Vous manifesterez votre volonté d'un changement complet de politique.

Le bilan de la Politique Gaulliste

Depuis 1958 qu'il est en place, le pouvoir gaulliste a pratiqué une politique faite au seul profit des MONOPOLES contre les intérêts des Travailleurs et des Petites Gens. Elle se traduit par :

- La réduction du pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés.
- La dépréciation des allocations familiales, des retraites et pensions. Une misère accrue des vieux, par suite de la hausse constante du coût de la vie.

Cette politique a pour effet :

- De condamner à la disparition rapide 800.000 familles de petits exploitants agricoles, victimes des ordonnances anti-paysannes.
- De sacrifier les intérêts des artisans et des petits commerçants.

La Laïcité a été foulée aux pieds.

- La loi de l'U.N.R. Debré qui accorde des crédits à l'enseignement confessionnel.
- Le manque de classes, d'écoles techniques, de lycées (très sensible dans notre région) par suite du refus gouvernemental d'accorder les crédits indispensables.

La Jeunesse sans perspective d'avenir.

- Le manque de débouchés, par le refus des monopoles, intéressés au seul profit, de mettre en valeur toutes nos richesses nationales.

- L'absence d'installations sportives, de piscines, etc...

A ce bilan s'ajoute de graves atteintes aux libertés, des complaisances complices en faveur de l'O.A.S.

En politique extérieure.

- Le sort de la France lié à celui de l'Allemagne d'Adenauer, avec ses généraux nazis et ses appétits de revanche ; l'hostilité au désarmement, plusieurs milliers de milliards consacrés à une force de frappe aussi vaine que ruineuse.
- Au lieu de freiner Kennedy dans son entreprise de guerre contre Cuba, le pouvoir l'a appuyé, au risque de livrer notre pays aux horreurs d'une guerre nucléaire.
- Enfin, la guerre d'Algérie aurait pu se terminer plus tôt si le pouvoir, en 1958, n'avait continué à s'accrocher désespérément au mythe de l'Algérie française, au lieu d'aborder immédiatement la négociation préconisée par les communistes depuis 1954.

La preuve est faite : La V^e République a encore aggravé les tares de la IV^e.

Contre le retour au passé...

Il n'est pas question de revenir en arrière... — Où les gouvernements tournaient le dos aux aspirations populaires, à la paix, au progrès social... — Où les partis se réclamant de la démocratie pratiquaient l'alliance avec la réaction... — Où les communistes étaient éliminés de tous les gouvernements depuis 1947. Ces méthodes politiques sont périmées.

Quand au « Cartel des NON », qui allie les INDÉPENDANTS et le M.R.P. aux RADICAUX et aux SOCIALISTES, n'est-ce pas, sous une nouvelle forme, un retour aux funestes apparentements de 1951, ce serait revenir à la politique du passé. Qui peut faire confiance aux Indépendants et à Paul Reynaud pour la défense de la classe ouvrière et de l'école laïque ? La valeur de cette alliance peut s'apprécier à la position du sénateur indépendant Capelle qui, dans la Somme, a appelé à voter OUI.

Battre l'U. N. R. et la Réaction

La politique du Gouvernement a été approuvée aveuglément par l'homme de l'U. N. R. Monsieur BIGNON. Elle a le plus souvent reçu le soutien du M. R. P. et des Indépendants et souventes fois celui de Madame DELABIE.

Elle n'a été possible que par le truquage électoral : LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS avec 3.900.000 voix en 1958 a 10 élus ; l'U. N. R. avec 3.620.000 voix a 206 élus !

Or une forte opposition communiste à l'Assemblée aurait permis de freiner l'action réactionnaire du pouvoir.

Après le référendum, nul ne conteste plus que le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS constitue l'obstacle le plus solide au pouvoir personnel. Ainsi apparaît l'urgente nécessité d'un important groupe parlementaire communiste à l'Assemblée.

Monsieur BIGNON, candidat indépendant, se targue en sa qualité de chef de cabinet d'un Ministre en fonction, d'être un soutien évident du pouvoir personnel et de sa politique rétrograde. Investi par l'U. N. R. il serait au Parlement un de ces "inconditionnels" qui approuve tout sans discussion. Par exemple : il aurait approuvé l'augmentation du prix du pain prise au lendemain du référendum ou bien l'interdiction pour les employés de la R. A. T. P. de faire grève par suite de réquisition. Cela donne un avant goût de ce que demain serait fait si les hommes de l'U. N. R. triomphaient.

Quand à Madame DELABIE elle a, par des votes, cautionné la politique du pouvoir Gaulliste. En adhérant à "l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement" elle a contribué à porter des coups à l'école laïque et récemment encore elle a refusé de voter la levée d'immunité parlementaire de Monsieur Georges BIDAULT qui dirige l'O. A. S. C'est pour mériter la caution du Parti des Indépendants qui se sont révélés de fieffés réactionnaires.

Il en est de même du M. R. P. qui a toujours eu des ministres en fonction. Pour ces raisons ces candidats représentent le passé.

Au contraire, Michel COUILLET et René JACOB sont restés fidèles au programme qu'ils vous avaient soumis en 1958. Ils ont lutté de toutes leurs forces contre le pouvoir personnel, sans esprit de compromis, et agissent sans relâche à la réalisation de l'union des forces ouvrières et démocratiques. **Ils méritent toute votre confiance.**

Tournons-nous résolument vers l'avenir

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme, ni d'un seul parti ; c'est la tâche de toutes les énergies nationales et démocratiques. L'union des républicains est indispensable. Nous approuvons les nombreux accords, réalisés dans de nombreux départements, entre les communistes, les socialistes, les radicaux. C'est ainsi que dans 14 départements, le NON a triomphé.

Dans cet esprit, le Parti Communiste Français vous propose un programme qui prévoit :

Dans le domaine politique :

- L'élection à la proportionnelle d'une Assemblée Constituante chargée d'établir une Constitution assurant notamment la SOUVERAINETÉ DU PEUPLE et la révocabilité des élus, la RESTAURATION de la LAICITÉ de l'école et de l'Etat, l'abrogation de la loi « Debré » de décembre 1959, la libre activité des Partis démocratiques et le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la Radio et de la Télévision.

Dans le domaine économique et social :

- La nationalisation des monopoles capitalistes, la participation des syndicats à la direction et à la gestion de ces entreprises.
- L'augmentation générale des salaires, traitements et la suppression des abattements de zone.
- La construction massive d'H.L.M. avec des loyers abordables.
- Une réforme démocratique de la fiscalité.
- L'aide aux exploitations agricoles et le soutien de la coopération agricole.
- Une réforme démocratique de l'enseignement.

En politique extérieure :

- Une politique de coexistence pacifique orientée vers le désarmement général.
- L'opposition aux entreprises du militarisme allemand, condition de la nécessaire réconciliation avec le peuple allemand.
- La coopération économique et culturelle avec tous les pays.

Ce programme, qui permettrait d'aller de l'avant, nous vous le soumettons. Son application dépendra de l'avènement d'un gouvernement d'Union Démocratique.

Vous manifesterez votre volonté d'aller dans cette voie !

Vous voterez pour Michel COUILLET

CONSEILLER GÉNÉRAL — CHEMINOT — CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Remplaçant éventuel : **René JACOB** MAIRE D'ÉRONDELLE
PETIT EXPLOITANT AGRICOLE